



## Amérique latine: offensives conservatrices et retour de la guerre de classe

Par [Franck Gaudichaud](#) et [Antoine Pelletier](#)

Mondialisation.ca, 16 décembre 2019

[NPA](#) 10 décembre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Droits des femmes](#), [Droits humains et État policier](#), [Histoire et Géopolitique](#), [Histoire, société et culture](#)

*Photo : « Ni una menos », manifestation contre la violence de genre à Buenos Aires - Jaluj / Wikicommons*

Les pays d'Amérique latine vivent actuellement des conflits de classe très puissants, une répression et des interventions extrêmement violentes de la part des forces réactionnaires. Franck Gaudichaud introduit notre dossier qui aborde la situation dans divers pays et les dynamiques de ces luttes.

Antoine Pelletier : Il y a quelques mois encore, beaucoup commentaient la fin du « cycle progressiste » en Amérique latine. Depuis, semble se nouer une nouvelle situation. D'un côté les classes dominantes restent à l'offensive, de l'autre les résistances au néolibéralisme s'expriment dans les rues mais aussi dans les urnes.

Franck Gaudichaud : Il y a eu une discussion pour savoir si on assiste stricto sensu à une « fin » de cycle des gouvernements progressistes, nationaux populaires ou de centre gauche, de la fin violente de la gestion du Parti des Travailleurs au Brésil jusqu'à la crise sans fin du Venezuela de Nicolás Maduro en passant par l'Argentine, l'Uruguay, la Bolivie, l'Équateur... Enfin, se confirme plutôt le reflux de ces expériences et affleurent plus que jamais toutes les limites stratégiques et les contradictions de ces divers projets et régimes politiques. Je renvoie à l'essai sur ce sujet que l'on vient de sortir en français chez Syllepse [1]. À la faveur de la crise économique mondiale et de l'épuisement plus ou moins prononcé des projets néodéveloppementistes et neoextractivistes « progressistes » (notamment), on est entré dans une conjoncture turbulente, chaotique, où les classes dominantes, les secteurs conservateurs, les élites médiatiques, les bourgeoisies financières, les Églises évangélistes et les extrêmes droites militaristes, sont partout à l'offensive. C'est particulièrement vrai suite à la victoire électorale de Jair Bolsonaro au Brésil, pays clef dans la géostratégie régionale, victoire qui s'inscrit dans le sillage de la victoire au Brésil du coup d'état parlementaire contre Dilma Rousseff, puis de l'emprisonnement illégal de Lula.

En même temps, il n'y a absolument pas de stabilisation de cette offensive conservatrice et réactionnaire, il semble que les dominants ne trouvent pas la clef pour asseoir à nouveau, avec certains niveaux de consensus, une hégémonie ouvertement conservatrice-autoritaire. En Argentine, le néolibéral Mauricio Macri a été défait dans les urnes et son mandat a été marqué par un effondrement économique dramatique, malgré - ou plutôt devront ton dire « à cause de » - l'aide gigantesque du FMI et de Christine Lagarde. Au Mexique, est apparu

un « progressisme tardif » avec la victoire de López Obrador (centre gauche), qui n'incarnera probablement pas cette « grande transformation » annoncée, mais constitue cependant un « frein » relatif aux exécutifs néolibéraux précédents. Au Venezuela, l'offensive de l'opposition soutenue à bout de bras par Washington avec l'auto-proclamation de Juan Guaidó (fin janvier 2019) et l'asphyxie économique du pays, a lamentablement échoué. Le gouvernement Maduro reste cependant extrêmement affaibli, marqué par l'autoritarisme et la corruption de masse et incapable de faire remonter la pente de l'économie alors que les sanctions étasuniennes pèsent lourdement sur le Venezuela. Mais, fait capital, les Forces Armées Bolivariennes sont restées légitimistes et du côté du pouvoir. En contrepoint, on pourrait citer l'Uruguay, où la droite vient de mettre fin à 15 ans de gouvernements sociaux-démocrates du *Frente Amplio*, après une victoire serrée au second tour des élections.

Face à cette offensive conservatrice non stabilisée, on constate une remontée en force des mécontentements populaires et des résistances collectives, qui s'expriment indirectement dans les urnes avec, par exemple, la victoire du péronisme en Argentine, mais surtout par « en bas », avec un regain de luttes sociales. Il y a une recomposition des luttes de classe extrêmement forte, qui modèle une période marquée par l'incertitude aussi bien du point de vue des dominants que des classes populaires. Celles-ci essaient de se réorganiser, mais dans un contexte dégradé et en ayant besoin de tirer des bilans critiques de la période antérieure, celle de l'âge d'or progressiste (2002-2013).

Chili, Équateur, Haïti et maintenant Colombie, la liste des mouvements populaires s'allonge. Que peut-on dire de ces mouvements, de leurs racines et perspectives ?

Selon plusieurs observateurs, après les printemps arabes ou les « indignés », nous sommes toujours dans un contexte de révoltes globales et les insurrections latino-américaines résonnent avec les échos lointains du Liban, de l'Irak, de l'Algérie, de Hong-Kong, ou même avec ceux des Gilets jaunes hexagonaux. C'est peut-être une généralité de le dire, mais il s'agit bien de résistances au néo-libéralisme et contre l'autoritarisme, dans un contexte de crises de légitimité des systèmes politiques en place, perçus comme dominés par des castes politiques, où règnent le clientélisme et la corruption. Si on parle du Chili, d'Haïti, de l'Équateur, de la Colombie, c'est très clair. Néanmoins, il ne s'agit pas de luttes « globalisées », elles dépendent avant tout de considérations locales et nationales (même s'il y a des influences mutuelles réelles, via réseaux sociaux notamment). Il y a plusieurs dimensions à ce rejet, plus ou moins fortes selon les pays : la question de la corruption, centrale à Haïti, celle du modèle économique et de l'autoritarisme au Chili, en Équateur et en Colombie. Il s'agit de crises qui naissent de la précarisation généralisée de la vie, de la nature et du travail à l'ère néolibérale dans les pays du Sud. Il faut vraiment prendre le pouls du mécontentement accumulé au cours des dernières décennies, la difficulté quotidienne pour des millions de personnes de vivre et se loger dans de grandes villes ou dans des espaces ruraux pollués et contrôlés par les transnationales et, aussi, la rage de constater l'incapacité de régimes politiques « faiblement démocratiques » à répondre aux attentes, tandis que les richesses s'accumulent à un pôle de la société.

La petite bourgeoisie (les « classes moyennes ») joue, semble-t-il un rôle important dans les manifestations populaires, mais avec des trajectoires différentes.

Au Chili, on a assisté avant tout à une explosion de la jeunesse précarisée. Des collégiens, lycéens, souvent très jeunes, ont sauté les barrières du métro et refusé de payer les 30

centimes d'augmentation pour un des systèmes de métro les plus chers au monde (en rapport au pouvoir d'achat). Ce sont vraiment des jeunes issus des secteurs populaires ou des couches moyennes précarisées. Globalement, dans les Suds, de vastes franges de la petite-bourgeoisie sont très précarisées, endettées, sans travail stable, et terminent pas suivre et accompagner les mobilisations populaires. Un élément important est le niveau de scolarisation. On a désormais une jeunesse latinoaméricaine (urbaine mais aussi rurale) scolarisée, beaucoup plus diplômée, connectée aux réseaux sociaux, nettement moins encadrée aussi par les partis et les syndicats que dans les années soixante-dix et qui entre dans la lutte de manière plus ou moins spontanée et très « explosive », face à des mesures immédiates et selon des tempos différents selon les pays.

Ainsi, le contenu antinéolibéral, antiautoritaire, démocratique des mouvements en cours est très clair au Chili, en Équateur, en Haïti et désormais en Colombie, avec une grève nationale d'une ampleur qu'on n'avait pas vue depuis des décennies. Il y a en même temps des ingrédients locaux essentiels. La question du processus de paix est essentielle en Colombie, et le gouvernement Duque a tout fait pour le torpiller. Au Chili, l'arrogance patronale de Piñera et la militarisation de l'espace public ont accéléré la mobilisation (avec en mémoire la dictature de Pinochet). En Équateur, le gouvernement Moreno issu de *Alianza País* s'est aligné sur le néolibéralisme, le FMI, les Etats-Unis et le grand patronat de Guayaquil. En Haïti, c'est le rejet de la caste corrompue et l'exécutif de Jovenel qui joue à plein, mais aussi les conséquences de quinze ans d'occupation du pays par des troupes de l'ONU, notamment brésiliennes.

La Bolivie a pris un chemin distinct : il y a là aussi un mécontentement réel accumulé non pas face au néolibéralisme mais face au « caudillisme » d'Evo Morales, qui a tenté de se représenter pour un quatrième mandat, malgré le résultat du référendum de 2016. Malgré la baisse notable de la pauvreté et la construction d'un État plus social, il existe aussi nombre de critiques sur le modèle développement extractiviste, et un divorce croissant entre la gestion gouvernementale et une partie du mouvement populaire. Cependant, le fait capital pour expliquer le coup d'État contre Evo a été la capitalisation politique de ce mécontentement par la droite dure, par le comité civique de Santa Cruz et les courants évangélistes : Camacho, le leader fascisant des plaines orientales, a ainsi pris la tête de ce mouvement hétérogène où se retrouvent secteurs populaires, grands propriétaires, organisations indiennes, patronat, profitant de la faiblesse du Mouvement au Socialisme (MAS), qui a perdu une partie de sa capacité à mobiliser ses bases historiques. On est donc dans un équilibre des forces différent. Le basculement d'une part des nouvelles classes moyennes dans le soutien au Coup a joué aussi un rôle : ces dernières ont profité de quinze ans de gestion du MAS, du triplement du PIB et ont aujourd'hui d'autres attentes, auxquelles le MAS n'a pas répondu. En même temps, la gestion fondamentalement clientélaire des relations entre les organisations sociales et le MAS n'a pas contribué à « blinder » le gouvernement face à ce type de déstabilisation. Enfin, il faudrait insister et développer l'action menée par l'Impérialisme, dont il apparaît un peu plus chaque jour qu'elle a été décisive, non seulement au travers de l'OEA dans la dénonciation d'une fraude électorale, mais aussi au travers d'un soutien actif, depuis 2005, aux secteurs de la droite cherchant à faire tomber Morales.

Le mouvement féministe semble particulièrement puissant en Amérique latine. Peut-on parler d'une nouvelle vague féministe traversant tout le continent ?

Les luttes des femmes et le mouvement féministe sont un acteur clé de la recomposition des luttes de classes et du mouvement populaire antagonique dans la région. Elles sont très

ancrées au sein de la jeunesse, et pas seulement étudiante, et ont réussi à mettre en place des liens avec une partie du mouvement syndical et du mouvement paysan. On le voit, par exemple, avec l'importance du mouvement des femmes et féministe dans les luttes populaires au Brésil et du mouvement des sans-terres.

En même temps, c'est un mouvement large, continental, transnational, avec des spécificités locales. La dynamique Argentine a eu une influence sur le Chili, notamment avec le puissant mouvement « *Ni una menos* » et la lutte pour l'avortement, avec le symbole du foulard vert aussi devenu international. Ce mouvement va ainsi déborder les frontières et inspirer de l'autre côté de la Cordillère les luttes des féministes chiliennes. Celles-ci ont leurs propres revendications et dynamiques, notamment au sein du mouvement universitaire, avec l'occupation universitaire de masse en 2018 et contre les abus sexuels au sein des universités. Le mouvement explose avec la grande grève de mars 2019 et la constitution auparavant de la Coopération du 8 mars qui regroupe des dizaines d'organisations. Le mouvement féministe latinoaméricain de la dernière période a fait la démonstration qu'il est possible d'allier démarche unitaire et radicalité, tout en devenant un mouvement de masse, populaire. Il incarne un grand espoir à mon sens pour toute perspective de transformation démocratique profonde, non seulement antipatriarcale, mais aussi décoloniale et anticapitaliste. Ainsi, au Chili, c'est un mouvement qui se définit « contre la précarisation de la vie », et intègre donc les travailleuses et les travailleurs, les migrant.e.s, les revendications mapuches et indigènes, les luttes LGBTQI+, etc.

Au Mexique, la lutte contre la violence néolibérale et les très nombreux féminicides (et pas seulement à Ciudad Juarez) a constitué un axe central de ce mouvement sans qu'il arrive, à ce jour, à se transformer en mouvement national massif. Il y a eu aussi des avancées en termes de dépénalisation de l'avortement (dans l'État de Oaxaca et la ville de Mexico). Au Brésil, les luttes des féministes avec la campagne « *Ele Não* » (« lui non ») contre l'ascension de Bolsonaro ou encore la « marche des marguerites » de centaines de milliers de femmes rurales, en août 2019, confirment cet engagement. Cette dernière est une marche massive et populaire, issu d'un féminisme communautaire et populaire. Il s'articule au rôle joué par des militantes de la gauche radicale, plus urbaines, comme l'était Marielle Franco, assassinée par les sbires de Bolsonaro.

Il y a donc une nouvelle « vague » féministe mais pas au sens européen ou étatsunien. C'est plutôt un nouveau moment historique, très important, des luttes des femmes et des féminismes (qui sont plurielles), avec aussi des influences venues du Nord, le mouvement dans l'État espagnol et la grève féministe, qui lie les théoriciennes comme Sylvia Federici, Cinzia Arruzza et d'autres, mais qui part et est avant tout ancré dans les spécificités de l'Amérique latine.

D'autres acteurs socio-politiques sont particulièrement importants dans plusieurs situations latino-américaines : les mouvements paysans et indigènes. Comment comprendre le rôle progressiste de telles forces, et en particulier leur lien au mouvement ouvrier ?

Alors qu'on commémore les vingt-cinq ans du surgissement de la rébellion indienne, paysanne, anti néolibérale et anticapitaliste neozapatiste au Chiapas, je pense qu'on aurait grand intérêt à tirer des leçons de cette expérience capitale et aussi à réactiver les réseaux de solidarité avec cette expérience qui dure depuis un quart de siècle, sur un territoire grand comme la Belgique, et qui a entrepris la construction de formes alternatives de gouvernement et vivre dans ce monde en crise... Les zapatistes ont aussi réussi à résister aux assauts des forces militaires mexicaines et à construire, en positif, un nouveau récit sur

comment essayer, tant bien que mal, de forger une perspective post capitaliste, tout en étant ouverts à toutes les luttes internationales, en étant connectés aux Kurdes et à bien d'autres luttes, en mettant en marche la question du communalisme mais à partir des coordonnés des peuples Mayas du Chiapas, en élaborant la jonction entre les territoires indiens et la construction d'un pouvoir politique démocratique novateur, etc. Cette expérience est fondamentale quand on pense les alternatives au 21<sup>e</sup> siècle. Il y a bien entendu des limites et nombre de problèmes non résolus (sur le plan économique notamment), comme ils le reconnaissent eux-mêmes. Leur rapport avec le reste des gauches mexicaines est aussi souvent difficile. Mais quand on voit l'effondrement du chavisme au Venezuela, l'absence de transformation structurelle en Argentine, la trajectoire du PT au Brésil ou du Front Large en Uruguay, le bilan des quinze ans du progressisme est plutôt mitigé ! Il faut donc, à mon sens, revenir vers l'expérience zapatiste et sa conception du pouvoir par « en bas », sans pour autant retomber dans les ornières stratégiques du « changer le monde sans prendre le pouvoir » : changeons le monde en *transformant* le pouvoir semblent nous dire les zapatistes...

Concernant les acteurs mobilisés dans le reste du sous-continent, on pourrait s'aventurer à dire qu'on assiste au retour de « l'émergence plébéienne » destituante, comme à la fin des années quatre-vingt-dix au début des années 2000, lors des grands confrontations face au néolibéralisme, avec la CONAIE [2] en Équateur, la dynamique du mouvement des sans-terre au Brésil, la « guerre » de l'eau et du gaz en Bolivie, le « *qu'il s'en aillent tous* » de 2001 en Argentine ou encore avant les émeutes urbaines du « Caracazo » au Venezuela. Soit des acteurs variés, multiples, issus de formations sociales où le « populaire » englobe une grande multiplicité d'acteurs et fractions de classes. À ce moment, on voyait – suivant les pays – des mouvements indiens et paysans très forts, mobilisés, connectés ou pas, à ceux, en ville, des étudiants et des travailleurs, des sans-toits, des chômeurs (les *piqueteros*), qui avaient ouvert un nouveau cycle politique « postnéolibral ».

Aujourd'hui, il y a une nouvelle éruption plébéienne, dans laquelle les indigènes, on l'a vu en Équateur, jouent un rôle central. Ils sont capables de faire trembler le gouvernement néo-conservateur de Lenín Moreno. Au Brésil, il faudra voir comment va arriver à se positionner le mouvement des sans-terre, parce que ses liens avec le PT ont été longtemps très forts, ce qui l'a largement paralysé. Mais, avec le mouvement contre les barrages (MAB), le Mouvement des marguerites, autour de l'Amazonie et face à l'offensive de l'extrême droite, il y a une réactivation des résistances. Les secteurs paysans et indigènes sont au cœur des attaques du néolibéralisme, ils sont aussi parmi les déçus des expériences progressistes et ils sont donc un acteur très important. Alors qu'Evo Morales est en exil au Mexique, ce sont les Poncho Rojos [3] qui sont à l'offensive pour contester la dimension ultra violente du coup d'état bolivien.

Ceci n'empêche pas qu'il y a aussi des résistances ouvrières et urbaines fondamentales. En Équateur, c'est une jonction entre les mouvements urbain et indigène qui a donné sa dynamique nationale à la révolte contre Lenín Moreno. Au Chili, le mouvement est avant tout issu des populations urbaines, de la jeunesse urbanisée et en partie diplômée, une partie de la petite-bourgeoise mais aussi du syndicalisme : l'Union portuaire du Chili est au cœur de la révolte actuelle et du mouvement de grève nationale, tout comme une partie des organisations syndicales, au sein de la Table de l'Unité sociale, alimente cette révolte. C'est même, selon moi, là où va se jouer l'issue de la crise chilienne : la capacité du salariat à entrer dans le mouvement et à bloquer l'économie sera la bataille décisive avec Piñera et pour contre la répression étatique, inédite depuis 1990.

Mais il y a des contradictions de ce côté-là également : en Bolivie, une partie de la direction de la Centrale ouvrière (la COB), dans sa rupture avec Morales, a soutenu le coup d'État ! Le mouvement ouvrier n'est donc pas toujours en ordre de bataille, loin de là. Les grandes centrales, la CUT chilienne, la CUT brésilienne, ont de grandes difficultés à réarticuler un mouvement de résistance face aux gouvernements d'extrême droite ou néolibéraux parce qu'ils ont été très longtemps des courroies de transmission des partis progressistes. Et c'est un des enjeux de la période que de reconstruire un syndicalisme combatif, enraciné sur les lieux de travail et indépendant des institutions.

Source : [NPA](#) via le [CADTM](#)

Les articles de la rubrique Idées n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'organisation mais de camarades qui interviennent dans les débats du mouvement ouvrier. Certains sont publiés par notre presse, d'autres sont issus de nos débats internes, d'autres encore sont des points de vue extérieurs à notre organisation, qui nous paraissent utiles.

Notes :

[1] F. Gaudichaud, M. Modonesi, J. Webber, *Fin de partie ? Les Expériences progressistes dans l'impasse (1998-2019)*, Paris, Syllepse, 2019.

[2] Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (NdE).

[3] « Milice » de l'ethnie aymara, originaire de la région du lac Titicaca au croisement de la Bolivie, du Pérou, de l'Argentine et du Chili (NdE).



**Franck Gaudichaud** est docteur en science politique et Professeur en histoire latino-américaine à l'Université Toulouse Jean Jaurès (France). Membre du collectif éditorial du site [www.rebellion.org](http://www.rebellion.org) et de la revue ContreTemps ([www.contretemps.eu](http://www.contretemps.eu)). Co-président de l'association France Amérique Latine. Contact : [fgaudichaud-AT-gmail.com](mailto:fgaudichaud-AT-gmail.com)

La source originale de cet article est [NPA](#)

Copyright © [Franck Gaudichaud](#) et [Antoine Pelletier](#), [NPA](#), 2019

Articles Par : [Franck Gaudichaud](#) et [Antoine Pelletier](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)